

La voix de l'opposition de gauche

Réflexion politique.

Il y en a qui continuent d'affirmer que le PS serait encore un parti ouvrier, par exemple parce qu'il a participé aux manifestations sur les retraites, alors que lorsque l'on a à l'esprit la position de ce parti qui est calquée sur celle de l'UMP et Sarkozy - ils sont tous les deux favorables à l'allongement de la durée de cotisation, donc mécaniquement pour le report de la retraite au-delà de 60 - on s'aperçoit que le PS roule pour les patrons des fonds de pension (la privatisation des retraites) et non pour la défense du régime de retraite par répartition et les intérêts des travailleurs.

Qu'est-ce qui est déterminant : la présence du PS dans les manifestations ou la politique réactionnaire qu'il défend ? La réponse à cette question correspond à deux conceptions inconciliables de la lutte de classe, à deux analyses contradictoires de la situation et des rapports entre les classes.

Dans le premier cas, on se moque de savoir sur quelle base il manifeste, dans le second on en tient compte. Dans le premier cas, on se fiche qu'il défende les intérêts des banquiers, assureurs et autres fonds de pension, dans le second on se place strictement sur le terrain des seuls besoins de la classe ouvrière. Question : nous combattons pour faire triompher les intérêts de quel camp ? Ceux des travailleurs, nous n'avons donc rien à voir avec un parti qui défend les intérêts du camp opposé au nôtre. Il y en a qui s'arrêtent aux apparences et qui ne voient qu'une face de la réalité : le PS est présent dans les manifestations, formidable, ils en déduisent que ce serait un parti ouvrier sans se donner la peine de réfléchir un instant ou sans tenir compte du contenu de son discours qui est finalement le même que Sarkozy-Woerth ou Chérèque.

Du coup, qu'est-ce qui se passe ? L'UMP et les médias aux ordres se saisissent de la présence du PS dans les manifestations sur des bases pourries pour dire : voyez les millions qui manifestent sont manipulés par une poignée de gauchistes, ils ne sont pas hostiles à la "réforme" des retraites que nous proposons, à sa principale mesure, l'allongement de la durée de cotisation, ils reconnaissent qu'il faut une réforme, ils nous donnent raison, s'ils descendent dans la rue, c'est parce qu'ils n'ont pas compris le sens de notre réforme, on va continuer à leur expliquer que c'est pour leur bien, etc.

Bref, le PS fournit ainsi au gouvernement un argument déterminant pour diviser et affaiblir la détermination des travailleurs en réalité opposés à tout report de la retraite, pour les détourner de leur objectif qui était d'obtenir le retrait du projet de loi du gouvernement, pour qu'il finisse par passer. C'est comme introduire un provocateur ou un traître dans une armée pour la mener à la défaite. C'est au bout du compte la seule fonction et raison d'être du PS, qui est au service du régime en place.

En poussant plus loin notre analyse, on arriverait au constat que l'intervention du PS au côté des travailleurs (sur une position contraire à leurs intérêts) avait également pour fonction de leur interdire tout issue politique en dehors de l'«*alternance*» de 2012 qui n'en constitue pas une, puisque chacun sait que le PS gèrera comme par le passé la société pour le compte des capitalistes s'il parvenait au pouvoir en 2012. C'était aussi une façon de dire aux travailleurs qui étaient mobilisés ou qui auraient souhaité se mobiliser sans forcément tenir compte de la position du PS ou en avoir pleinement conscience : inutile de descendre dans la rue et de perdre une journée de salaire, en 2012 on reviendra sur cette contre-réforme, permettant ainsi au projet de loi de Sarkozy de passer, l'objectif du PS. En réalité, le PS est monté au créneau contre la mobilisation des masses, et non pas contre le projet de loi de Sarkozy.

Ceux qui s'en remettent au PS et ses satellites estiment qu'en ayant le PS dans notre camp, en apparence seulement comme on vient de le voir, cela allait permettre de mobiliser plus largement. Ils pensent aussi, qu'une fois des millions de travailleurs dans la rue, il serait alors possible de submerger le PS et de conduire le mouvement dans la bonne direction, or c'est se faire de graves illusions comme on vient encore de le constater. Certes le mouvement peut suivre une autre voie que celle indiquée par le PS, mais dans la mesure où il n'existe aucun contre-pouvoir (organisé) au sein de ce mouvement (et du mouvement ouvrier) pour en assurer la direction, celle-ci demeure ou revient au PS et ses satellites ou/et les appareils des syndicats, quand bien même elle leur aurait échappé un moment. En l'absence d'un véritable parti

révolutionnaire capable de rivaliser avec le PS par exemple, d'organismes politiques indépendants dans lesquels les travailleurs se seraient rassemblés dans tout le pays, les appareils des syndicats, du PS et consorts conservent la maîtrise de la mobilisation et peuvent la conduire dans une impasse ou jouer le pourrissement pour aboutir au même résultat. S'adresser au PS ou le pousser à se mettre en avant, revenait à légitimer sa place au sein de cette mobilisation, et indirectement ses positions.

Ceux qui estiment qu'il est impensable de se passer du PS et ses satellites, pensent qu'il est impossible que l'ensemble de la classe ouvrière se mobilise sans un appel du PS, comme si ce n'était pas les conditions objectives qui déterminaient le passage à l'action de la classe, les conditions objectives étant les conditions de travail et d'existence, qui lorsqu'elles sont devenues insupportables conduisent les travailleurs à descendre dans la rue ou à chercher une issue politique pour résoudre leurs problèmes.

Les auteurs de cette théorie ne sont pas des matérialistes ou des marxistes, mais des idéalistes petits-bourgeois qui sont incapables d'analyser la situation et les rapports entre les classes à partir de la situation concrète que vivent les travailleurs. Leur horizon politique ne dépasse pas les intérêts de la petite-bourgeoisie ou les couches moyennes dont ils représentent les intérêts ; le petit-bourgeois ne pouvant concevoir que l'on remette en cause son petit confort individuel, alors que l'ouvrier à l'habitude de se faire matraquer et de devoir se battre pour survivre.

Mes détracteurs répondent : mais si aucun parti suffisamment puissant n'appelle à descendre dans la rue, les travailleurs ne vont pas descendre spontanément dans la rue ? C'est oublier qu'il y a encore les syndicats ou plutôt les syndicalistes qui se battent sur une ligne politique correcte. Imaginons maintenant que les syndicats soient réduits au silence, si aucun parti ayant une assise nationale n'appelle à la résistance, que va-t-il se passer ? Les conditions d'existence et de travail vont continuer de se dégrader. Au cours de ce processus des centaines de milliers ou des millions de travailleurs vont chercher les moyens de s'opposer à la politique du gouvernement, s'ils ne se tournent pas spontanément vers les autres partis comme le POI, le NPA ou LO, ces partis qui sont certes encore faibles ou marginaux existent et combattent tout de même. Si l'un d'entre eux leur propose une issue politique en partant de leur situation, ce parti va engranger les adhésions, il va finalement réussir à se construire, cela pourra prendre des années ou des mois seulement pour ancrer un parti dans toutes les couches exploitées du pays selon la situation, mais rien n'interdit de penser que cela serait impossible, ou alors il faudrait admettre cette terrible fatalité, que l'homme était voué dès la nuit des temps à connaître une condition d'esclave pour l'éternité et qu'il n'y aurait finalement rien à faire pour empêcher ce destin impitoyable de se réaliser.

Ils voudraient que les conditions objectives mûrissent au point d'entraîner le soulèvement des masses, mais en même temps ils sont prêts à passer n'importe quel compromis (front unique) avec le PS ou les appareils des syndicats pour éviter que ces conditions n'atteignent ce degré de maturité, en d'autres termes, à leurs yeux le maintien de nos droits acquis vaut mieux que le combat pour changer les bases de la société, notez bien que ce sont eux qui posent la question dans ces termes, pas aussi ouvertement bien sûr. Ils bradent notre objectif qui est de liquider le capitalisme et les institutions et de passer au socialisme, au profit de la défense des avantages acquis. Voilà comment se traduit concrètement leur politique, et comme finalement ils sont impuissants à défendre ces droits, nous les perdons les uns après les autres sans faire le moindre pas en avant vers notre objectif, bref, ils ont faux sur toute la ligne puisque dans le même ils ne sont pas foutus de construire le parti, entre autres. Le mouvement ouvrier n'est pas seulement complètement gangrené par le réformisme ou en décomposition, il serait plutôt en train de se disloquer.

Privilégier les revendications économiques ou sociales qui participent à l'amélioration de la condition ouvrière au détriment du combat pour le socialisme, dit autrement, mener le combat sur les revendications transitoires sans le situer dans la perspective du socialisme ou passer des compromis avec les appareils pour défendre nos acquis ou droits en occultant totalement le combat contre le régime et les institutions, relève du même opportunisme à des périodes différentes de la lutte des classes, c'est la continuité de la même politique qui consiste à faire croire aux militants que l'objectif du combat du prolétariat serait en fait un obstacle à son combat, à son unité, alors que c'est exactement l'inverse qui est vrai, en refusant de proposer une issue politique aux masses, on leur interdit d'entrevoir une alternative au capitalisme, d'en saisir le contenu et de se regrouper dans cette perspective.

Qu'a-t-il manqué à la mobilisation engagée depuis des mois contre Sarkozy, sinon un axe politique clair pour l'affronter ? Sachant ou sentant qu'il serait impossible de lui faire abandonner son projet de loi, les travailleurs se sont retrouvés totalement désarmés politiquement. La mobilisation qui a eu lieu sur les retraites s'est réalisée sur une base purement réformiste ou bourgeoise. L'affronter, d'accord, cela a dû germer dans la tête de plus d'un travailleur, mais dans quel objectif politique ? Il a fallu attendre le début

octobre pour qu'enfin la question des institutions et du gouvernement ouvrier soit posée, et encore sans que cela ne devienne l'axe politique autour duquel la bataille devait continuer. Est-ce que des formations politiques ou syndicales se sont regroupées sur cet axe ? Pas à ma connaissance.

Nous avons eu trois ans pour préparer les masses à ce combat et c'est au dernier moment, quand il était trop tard évidemment, qu'on a avancé sur ce terrain, et encore très timidement, sans aller jusqu'à suggérer aux travailleurs que Sarkozy ne retirera jamais sa contre-réforme et qu'il fallait impérativement se préparer à l'affronter pour le chasser du pouvoir, afin qu'elle ne soit pas appliquée.

Encore une fois, c'est la voie (du front unique) des appareils qui a été privilégiés avec le résultat que l'on sait. Au mot d'ordre du retrait, il fallait ajouter Sarkozy-Woerth-Fillon : dehors ! Soit il retire son projet de loi, soit on engage le combat pour le chasser du pouvoir. Quelle autre perspective s'offrait aux travailleurs ? Aucune, sinon d'abdiquer dans la foulée d'une mobilisation qui n'a jamais réussi à entraîner au combat l'ensemble de la classe. A aucun moment la question des retraites n'a été reliée à la question du pouvoir, la suite était écrite d'avance.

On peut bien nous dire aujourd'hui sur tous les tons que les travailleurs ne sont pas résignés, qu'ils n'ont pas été vaincus, qu'il n'y a ni vainqueur ni vaincu, qu'ils demeurent mobilisés, il n'empêche que jusqu'à présent Sarkozy est parvenu à ses fins, et rien ne dit que les travailleurs et les militants seront capables de tirer les enseignements de cette bataille, tous les partis s'étant livrés à des jeux d'appareils honteux.

On entend dire depuis des années que tout fout le camp et que « *cela va péter* » et rien ne change dans le comportement des travailleurs. En Inde où la situation est mille fois pire, c'est exactement la même chose, ils sont suspendus aux décisions des institutions, du gouvernement, de ceux qui détiennent le pouvoir. En France le niveau de conscience politique des travailleurs n'a pas progressé, donc il a régressé. En Inde, il est tellement bas que s'il existait un instrument pour le mesurer, on conclurait en son absence.

Croire ou s'imaginer que l'humanité échappera de toutes manières au terrible destin que nous avons évoqué plus haut, c'est se faire une illusion tout aussi terrible.

Le socialisme scientifique ou marxisme a indiqué dans quelle direction l'humanité pourrait s'engager si le prolétariat parvenait à se doter des instruments qui lui permettraient de prendre le pouvoir, etc. mais il n'a jamais affirmé avec certitude qu'il y parviendrait. Cette théorie avait juste pour objet de l'aider à forger ces instruments pour avancer sur la voie de son émancipation et rien de plus. Si maintenant nous n'en étions pas capables, c'est la barbarie qui s'imposerait sur la surface de la terre, et si tel devait être le cas, le socialisme n'aurait été qu'une formidable utopie.

Nous n'en sommes pas encore là heureusement, mais on ne peut pas s'empêcher de constater à travers le monde que l'on se rapproche dangereusement des conditions où toute résistance à la barbarie deviendra quasi impossible, je ne suis pas sûr du tout que de nombreux militants en aient vraiment conscience. N'attendons pas que cette étape soit franchie, autrement dit qu'il soit trop tard, pour prendre le temps de réfléchir encore une fois à notre engagement politique, tranquillement et sans a priori. La lutte des classes se poursuit dans de nombreux pays, principalement en Europe. Il suffirait que ce bastion du prolétariat organisé mondial tombe, pour que l'on bascule dans le scénario que j'ai évoqué.

Vous avez quand même à l'esprit que les uns après les autres, tous les gouvernements arrivent à imposer à leur peuple leur politique de régression sociale. Vous ne voulez peut-être pas regarder la réalité en face et prendre en compte que la plupart des travailleurs profitent des acquis de la lutte de classe du passé sans vouloir s'engager pour les défendre quand ils sont menacés de disparaître, c'est ainsi, ils attendent d'avoir un pistolet sur la tempe pour réagir, or généralement dans une telle situation il est trop tard pour faire quoi que ce soit pour l'éviter. Nous ne sommes pas parvenus à un niveau de compréhension du monde dans lequel nous vivons supérieur à la moyenne des travailleurs, souvent aux prix d'importants efforts ou sacrifices, pour finalement ne rien en faire, ce serait trop stupide, la vie n'aurait alors aucun sens, je me mets dans le lot évidemment.

C'est la raison pour laquelle je soutiens l'initiative du POI qui propose de convoquer une conférence ouvrière au mois de décembre, qui réunira des militants de toutes tendances du mouvement ouvrier, au-delà de nos désaccords légitimes. On peut critiquer les positions du POI, on peut critiquer les termes mêmes de cette conférence, on peut effectivement tout critiquer dans la vie, mais il y a un moment où il faut savoir faire la part des choses et prendre ses responsabilités, évaluer à sa juste mesure ce qui est déterminant et ce qui est secondaire. Nous avons besoin impérativement d'un puissant parti ouvrier, d'un parti capable de

regrouper à ses côtés des dizaines ou des centaines de milliers de travailleurs pour préparer les conditions politiques qui nous permettront de vaincre. Si vous avez une autre alternative à nous proposer, faites-nous le savoir.

Le 1^{er} novembre.